

Modèle développementalisme de changement structurel, de croissance économique et de pièges à revenu intermédiaire
Developmentalism model of structural change, economic growth and middle-income traps

ZENAGUI Sid Ahmed¹

Université d'Ain Temouchent-Belhadj Bouchaib (ALGERIE)

Date de réception : 2022-06-1

Date d'acceptation : 2023-09-16

Date de la publication : 2023-12-31

Résumé : *Lorsqu'un pays à croissance rapide stagne à des niveaux de revenu intermédiaire et ne parvient pas à passer à une économie à revenu élevé, nous dis-le est tombé dans un piège à revenu intermédiaire. Une interprétation originale des causes de ce phénomène a été proposée ces dernières années par la Nouvelle École Brésilienne de développementalisme. Il convient toutefois de noter que cette approche manque d'une formalisation cohérente de ses principales propositions. Cet article vise à combler cette lacune dans la littérature.*

Nous évaluons, de manière analytique, si la maladie hollandaise peut être propulsée par la découverte de ressources naturelles et l'adoption d'une stratégie de croissance de l'épargne externe. Dans les deux cas, une coalition de classe entre ouvriers et rentiers conduit à une surévaluation du taux de change réel. En conséquence, l'inflation est maîtrisée tout en augmentant artificiellement les salaires réels et les revenus financiers. Le modèle fournit un pont entre la théorie classique du développement et les théories de la croissance axée sur la demande, en s'appuyant sur des éléments des deux traditions.

Mots-clés : *Nouveau développementalisme ; Croissance tirée par la demande ; Changement structurel ; Taux de change.*

Codes de classification Jel : *O11 ; O14 ; O04.*

Abstract: *When a fast-growing country stagnates at middle-income levels and fails to transition to a high-income economy, we are told that has fallen into a middle-income trap. An original interpretation of the causes of this phenomenon has been proposed in recent years by the so-called New Brazilian School of Developmentalist. It should be noted, however, that this approach lacks a coherent formalization of its main proposals. This article aims to fill this gap in the literature.*

We assess, analytically whether Dutch disease can be propelled by the discovery of natural resources and the adoption of an external savings growth strategy. In both cases, a class coalition between workers and rentiers leads to an overvaluation of the real exchange rate. As a result, inflation is brought under control while artificially increasing real wages and financial incomes. The model provides a bridge between classical development theory and demand-driven growth theories, drawing on elements of both traditions.

Keywords: *New developmentalism; Demand-led growth; Structural change; Exchange rates.*

Jel Classification Codes : *O11 ; O14 ; O04.*

1. Introduction :

La théorie moderne de la croissance économique a une pratique courante de faire la distinction entre les déterminants immédiats et fondamentaux ou profonds du développement économique (Maddison, 1988). Les facteurs immédiats sont ceux les plus directement responsables de l'objet analysé, tandis que les facteurs profonds sont liés à son arrière-plan et à ses origines. Par conséquent, bien que la quantité existante de capital physique et humain soit un déterminant immédiat du revenu par habitant, les raisons pour lesquelles les pays sont différents en termes de disponibilité de ces éléments qui sont liées à ses déterminants profonds.

Les ressources naturelles et le niveau des connaissances techniques ou scientifiques sont d'autres exemples de déterminants immédiats, comme la géographie, les institutions, la répartition des revenus et les régimes de politiques sont souvent inclus dans le deuxième groupe (Ros, 2013).

La Nouvelle École développementalisme brésilienne peut être comprise comme une approche des déterminants profonds du développement économique dans laquelle le régime de politique macroéconomique joue un rôle clé dans l'explication des différents taux de croissance internationale, notamment entre les pays à revenu intermédiaire (Bresser-Pereira, 2019). Parmi ses contributions récentes, citons (Bresser-Pereira, Araújo, & Peres, 2020) qui ont défini le nouveau développementisme comme un ensemble de propositions de réformes institutionnelles et des politiques économiques, par lesquelles les pays à revenu intermédiaire cherchent à atteindre des niveaux d'arrivée par habitant de pays développés.

Sa principale contribution à la littérature sur la croissance et le changement structurel est peut-être le diagnostic selon lequel des économies qui souffrent d'une surévaluation chronique du taux de change réel résultant de la combinaison d'une maladie néerlandaise avec une stratégie de croissance basée sur l'épargne extérieure.

En conséquence, la stratégie recommandée consiste en l'adoption d'un régime de croissance tiré par les exportations dans lequel la promotion du secteur manufacturier induit l'accélération de l'accumulation de capital et l'utilisation de techniques de production modernes. Les propositions théoriques de base peuvent être résumées en sept principes :

1. Le développement économique est un processus cumulatif d'augmentation des salaires réels et du niveau de vie. Cela dépend de l'augmentation de la productivité du travail qui découle du progrès technique incorporé dans les nouvelles machines et équipements. Elle est également liée à un processus de changement structurel dans lequel le travail passe des secteurs à valeur ajoutée la plus faible à la valeur ajoutée la plus élevée par travailleur.

2. Le taux de croissance de la production est déterminé par la non-capacité créant une demande autonome. Cependant, dans une économie ouverte qui n'a pas de monnaie de réserve internationale, elle ne peut être durable que si elle est axée sur les exportations. S'appuyer sur la demande intérieure autonome, comme les dépenses publiques, signifie que la croissance sera tôt ou tard interrompue par une crise de la balance des paiements.

3. La croissance à long terme ne peut pas être déterminée du côté de l'offre parce que l'accumulation de capital, la main-d'œuvre et la productivité du travail ne sont pas seulement liées à la non-capacité créant une demande autonome. Elle ne peut pas non plus être limitée par la balance des paiements parce que les élasticités du revenu du commerce extérieur ne sont pas constantes, s'adaptant à l'évolution de la structure productive. Des structures productives plus complexes sont liées à un rapport plus élevé entre l'élasticité des exportations et des importations en termes de revenu, ce qui permet un taux de croissance plus élevé compatible avec l'équilibre de la balance des paiements.

4. Dans le cas des économies dotées de ressources naturelles abondantes, la croissance à long terme est limitée par une tendance chronique à la surévaluation du taux de change qui découle d'une maladie néerlandaise et des entrées de capitaux étrangers. Une telle surévaluation interrompt

et réoriente le processus de sophistication productive étant la principale cause du piège du revenu intermédiaire dans les pays en développement.

5. L'épargne intérieure et l'épargne extérieure sont des substituts plutôt que des compléments. L'épargne globale est déterminée par l'investissement, mais sa composition dépend du niveau du taux de change réel. Une appréciation du taux de change augmente la part des salaires à mesure que les majorations sur les coûts unitaires diminuent. Étant donné que la propension à épargner sur les bénéfices est plus grande que sur les salaires, une augmentation de l'épargne extérieure – due à une appréciation du taux de change – est associée à une réduction de l'épargne intérieure.

6. L'abondance des ressources naturelles rend le taux de change d'équilibre industriel supérieur au taux de change compatible avec un compte courant équilibré. De cette façon, la viabilité à long terme de la croissance économique dans les pays dotés de ressources naturelles abondantes exige qu'ils aient un excédent de la balance courante.

7. L'adoption d'une stratégie de croissance de l'épargne extérieure est une autre source de surévaluation du taux de change réel. La croissance avec l'épargne extérieure exige des décideurs qu'ils fixent les taux d'intérêt intérieurs à un niveau supérieur à la somme entre les taux d'intérêt internationaux et la prime de risque pays. Le différentiel de taux d'intérêt induit des entrées de capitaux étrangers, ce qui se traduit par un excédent du compte de capital de la balance des paiements et une appréciation du taux de change réel par rapport au niveau de la balance courante.

Sur la base de ces principes, le nouveau développementalisme peut également être considéré comme une explication du piège des revenus intermédiaires. Selon (Glawe & Wagner, 2016), une telle situation se réfère généralement à des pays qui ont connu une croissance rapide, atteignant rapidement un statut de pays à revenu intermédiaire, mais qui n'ont pas réussi à rattraper davantage les pays développés. C'était précisément le cas de plusieurs pays d'Amérique latine. Les chercheurs de cette tradition ont soutenu qu'un piège à revenu intermédiaire pourrait se produire dans deux circonstances très spécifiques.

Soit par la découverte de ressources naturelles, comme le Brésil après avoir découvert de nouvelles réserves de pétrole en 2006, soit par l'adoption d'une stratégie de croissance de l'épargne extérieure. Dans les deux cas, une monnaie surévaluée est la conséquence ultime d'une coalition entre les travailleurs et la classe rentière qui conduit à une appréciation du taux de change. Cela est responsable du maintien d'une inflation faible tout en augmentant artificiellement les salaires réels, d'une part, et les revenus financiers, d'autre part (Bresser-Pereira, Oreiro, & Marconi, 2014).

Malgré ses coûts élevés à long terme, les effets associés à court et à moyen terme sont capables de soutenir un tel arrangement politique, ce qui le rend très difficile à surmonter par une coalition développementalisme. Bien qu'elle ait fait l'objet d'une attention croissante, tant dans les milieux universitaires que politiques, il manque encore une formalisation cohérente de ces propositions. Le but dans cet article est de combler une telle lacune dans la littérature. Nous évaluons, de manière analytique, comment la découverte des ressources naturelles et l'adoption d'une stratégie de croissance de l'épargne externe peuvent conduire à l'apparition de la maladie hollandaise. Nous montrons que l'adoption d'un régime de ciblage de l'inflation équivaut à une croissance avec l'épargne extérieure (Oreiro, da Silva, & Dávila-Fernández, 2020).

Une telle stratégie implique une surévaluation du taux de change proportionnelle au déficit de la balance courante, conduisant à une disparition progressive des activités manufacturières. Étant donné qu'une croissance durable à long terme dépend de l'existence d'un secteur moderne robuste et dynamique, le point d'équilibre qui en résultera sera inférieur à l'alternative développementalisme en termes de taux d'investissement et de performance de la productivité du travail. En outre, nous proposons également une définition innovante du taux de change dit

d'équilibre industriel (Oreiro et al., 2020). Des études antérieures l'ont défini comme le taux de change réel qui permet aux entreprises opérant à la frontière technologique d'être compétitives sur les marchés nationaux et internationaux.

La principale limite de ce concept est que les entreprises de pays en général ne fonctionnent pas avec une technologie de pointe. Par conséquent, nous l'avons redéfini comme le taux qui permet aux entreprises nationales d'être compétitives à l'échelle internationale pour un écart technologique donné. Bien qu'une discussion plus approfondie de la dynamique de l'écart lui-même dépasse la portée du document, notre exercice de modélisation explique explicitement comment le régime de politique macroéconomique, en tant que déterminant profond du développement économique, pourrait être responsable du piège du revenu intermédiaire. Le reste de l'article est organisé comme suit :

La section 2 revisite brièvement les fondements théoriques du nouveau modèle développementalisme. La section 3. Dans la section nous présentons les cinq prix en macroéconomie, et la section 4, présente les principaux éléments constitutifs du modèle. Le modèle combine les caractéristiques de la théorie classique du développement et la croissance tirée par la demande étant dans une certaine mesure une synthèse entre ces traditions. Et à la fin voici quelques considérations finales.

2. Du développement classique à la croissance tirée par la demande :

L'objectif de cette section est de revoir certains des principaux éléments du développement classique et des théories de la croissance tirée par la demande. Dans la mesure où ils fournissent tous deux une base solide sur laquelle se tenir (Bresser-Pereira, 2019), nous considérons qu'il s'agit d'une première étape nécessaire dans notre entreprise.

Cependant, pour une présentation plus approfondie et systématique de chaque approche, le lecteur est invité à se référer à (Agarwala & Singh, 1958) , ainsi qu'à (Lavoie, 2014) et (Blecker & Setterfield, 2019).

2.1. Racines classiques :

La théorie classique du développement économique, comprise comme l'étude systématique et spécialisée des problèmes des pays en développement, a commencé après la Seconde Guerre mondiale avec l'émergence de l'interventionnisme keynésien, l'expérience de l'Union soviétique et les mouvements de décolonisation. Les auteurs de cette tradition comprennent A. Lewis, R. Prebisch, A. Hirschman, C. Furtado, entre autres. Ils partageaient l'avis que le développement économique est une conséquence de l'industrialisation et de l'accumulation de capital. Le sous-développement était considéré comme un équilibre sous-optimal causé par des facteurs tels que les faibles taux d'épargne, la forte croissance démographique et les faibles incitations à l'investissement.

L'économie était souvent décrite comme un système dual dans lequel coexistaient les secteurs industriels et de subsistance, ce dernier étant la source d'un excédent structurel de main-d'œuvre. Sur le plan politique, ils ont montré comment le développement économique dépend fortement d'une coalition de classes impliquant la bourgeoisie nationale, la bureaucratie publique et les travailleurs urbains. Comme l'a soutenu (Rostow, 1956), la croissance nécessite l'émergence rapide de structures politiques, sociales et institutionnelles capables d'explorer l'expansion du secteur moderne. Sur le plan économique, ils ont introduit le concept de changement structurel, avec l'industrialisation comme vecteur de transformation productive et sociétale.

Un pays pauvre ne devait se développer et combler l'écart par rapport aux pays développés que dans le cadre d'une augmentation significative du taux d'investissement et du développement d'un ou de plusieurs secteurs pertinents de l'industrie manufacturière. Un tel processus exigeait la capacité de mobiliser des capitaux auprès de sources nationales, c'est-à-dire une augmentation du taux d'épargne intérieure. En effet, l'une des principales préoccupations de la théorie classique du

développement économique était précisément d'expliquer comment les pays qui entreprennent un processus d'industrialisation rapide pourraient augmenter leur taux d'épargne de 4 à 5 % du produit intérieur brut (PIB) à des niveaux supérieurs à 15 % en quelques années (Lewis, 1954).

L'explication donnée par Lewis était que dans les premiers stades de l'industrialisation, l'existence d'un surtravail dans les secteurs de subsistance ou traditionnels a permis à l'emploi dans le secteur moderne ou industriel de se développer à des rythmes plus élevés, sans pratiquement aucun effet sur le prix d'offre du travail. En d'autres termes, le secteur moderne est initialement confronté à une offre de main-d'œuvre infiniment élastique au salaire de subsistance (plus une prime salariale pour compenser les travailleurs pour les tracas de la vie urbaine). Étant donné que la productivité est plus élevée dans le secteur moderne que dans le secteur de subsistance, il s'ensuit que le transfert de la main-d'œuvre de ce dernier vers le premier entraînerait une augmentation de la productivité moyenne de l'économie, sans augmenter les salaires réels.

Par conséquent il y aurait une augmentation de la part des bénéfices. Comme la propension à épargner sur les profits est plus élevée que la propension à épargner sur les salaires (Kaldor, 1955), une augmentation du taux d'épargne s'ensuit. En bref, au cours du processus d'industrialisation, une corrélation positive entre l'épargne, les bénéfices et la part de la fabrication dans le revenu doit être observée. Le changement structurel devient la clé pour comprendre le développement économique. L'augmentation de la productivité entraîne une augmentation des revenus, ce qui entraîne des profits plus élevés et permet à l'accumulation de capital d'augmenter encore la production. D'autre part, il existe un impact direct sur la structure de la demande.

Il est bien connu que les modèles de demande ont tendance à se diversifier à la suite de l'augmentation des revenus. Étant donné que les nouveaux investissements visent en grande partie à satisfaire la demande future, ces derniers complètent et renforcent l'impulsion initiale du côté de l'offre. Bien qu'une pénurie d'épargne ne puisse être considérée comme un obstacle ultime au développement économique, la division internationale du travail ou la division centre-périphérie du monde pourrait imposer une contrainte de balance des paiements au taux de croissance dans les économies en développement. Dans une représentation standard de cette relation, le centre est responsable de la production de manufactures tandis que la périphérie fournit des produits primaires. La périphérie est à la fois une structure spécialisée et hétérogène. (Bresser-Pereira, 2020)

Le centre est plutôt une structure diversifiée et homogène. Au fur et à mesure que la périphérie s'industrialise, l'orientation vers l'extérieur de son développement est remplacée par une orientation vers l'intérieur, basée sur l'expansion de la production industrielle pour la substitution des importations. C'est l'existence d'une structure spécialisée et hétérogène au cours du processus d'industrialisation qui donne lieu à des problèmes structurels de balance des paiements. Cela se produit parce que les exportations de la périphérie se composent essentiellement de biens primaires avec une élasticité relativement faible du revenu, tandis que les importations sont composées de biens intermédiaires et de biens d'équipement avec une élasticité de revenu élevée. En conséquence, la capacité de payer les importations n'augmente pas au même rythme que les besoins d'importation de l'industrialisation (Prebisch, 1959).

Ce problème pourrait être amplifié par une détérioration des termes de l'échange due à l'effet asymétrique du progrès technologique sur les prix des produits primaires et manufacturés. Au centre, en raison de l'inexistence d'un excédent structurel de main-d'œuvre, les gains de productivité sont appropriés par les travailleurs sous la forme de salaires plus élevés, ce qui rend les prix des produits manufacturés constants dans le temps. Dans la périphérie, cependant, l'existence d'un excédent de main-d'œuvre implique que les gains de productivité ne conduisent qu'à une baisse des prix des biens primaires. Par conséquent, une détérioration des termes de l'échange peut potentiellement augmenter l'écart de revenu par habitant entre le centre et la périphérie.

2.2. Croissance tirée par la demande :

Le point de départ de la théorie de la croissance induite par la demande est que les moyens de production utilisés dans une économie capitaliste moderne sont eux-mêmes des biens produits dans le système (KALDOR, 1988). Leur offre ne doit jamais être considérée comme donnée ou indépendante de la demande. Dans ce cadre, le problème économique fondamental n'est pas la répartition d'un certain nombre de ressources entre des usages alternatifs, mais la détermination du taux de création de ces ressources : « L'utilisation des moyens de production produits implique que la « rareté des ressources » dans les activités de transformation ne peut être considérée comme indépendante du niveau d'activité de l'économie.

Ce qui est surtout important dans les activités de transformation, c'est la propension dynamique de l'économie à créer des ressources (c'est-à-dire à approfondir et/ou à élargir son stock de capital) plutôt que le problème statique de l'allocation des ressources » (Setterfield, 1996). Par exemple, la quantité de capital existant à un moment donné, c'est-à-dire la capacité de production d'une économie est le résultat de décisions d'investissement passées. L'investissement, en revanche, dépend d'au moins deux ensembles de variables :

- (i) Le coût d'opportunité du capital, principalement déterminé par le taux d'intérêt à court terme fixé par la Banque centrale
- (ii) Les attentes concernant la croissance future des ventes et de la production.

Si les entrepreneurs s'attendent à une augmentation forte et durable de la demande, comme on pourrait s'y attendre dans une économie qui affiche une croissance persistante, ils feront alors d'importantes dépenses d'investissement. Il est vrai qu'à court et à moyen terme, la production ne devrait pas augmenter au-delà d'un certain seuil donné par la capacité de production maximale de l'économie. À long terme, cependant, cette capacité doit être augmentée afin de répondre à l'augmentation de la demande globale.

Une objection très courante à ce raisonnement est l'idée que l'offre de capital serait limitée par la part du revenu réel que la société ne veut pas consommer, de sorte que toute augmentation des dépenses d'investissement nécessite une augmentation préalable de l'épargne. Cependant, il n'est tout simplement pas vrai que l'investissement nécessite des économies préalables pour être réalisé. En fait, elle ne nécessite que la création de liquidités par les banques commerciales (Davidson, 1968). Si les banques commerciales sont prêtes à augmenter leurs opérations de crédit en des termes favorables, il sera alors possible pour les entreprises de démarrer leurs projets d'investissement, en achetant de nouvelles machines et de nouveaux équipements aux producteurs de biens d'équipement.

Une fois qu'un plan d'investissement est exécuté, un revenu supplémentaire est généré dans une telle ampleur que, à la fin du processus, l'épargne globale s'ajuste à la nouvelle valeur de l'investissement global. Les économies supplémentaires ainsi générées sont utilisées pour financer des dettes à court terme auprès des banques commerciales et des dettes à long terme sur les marchés financiers. Plus précisément, les entreprises pourraient vendre des actions ou des obligations à long terme sur les marchés financiers afin de lever les fonds nécessaires pour payer toutes leurs dettes aux banques commerciales. Ces opérations ne feront pas nécessairement baisser le prix des obligations ou des actions puisque les ménages seront à la recherche de nouveaux actifs pour stocker leur épargne supplémentaire.

Il y a cependant des limites financières à l'augmentation de la capacité de production. En fait, les entreprises ne sont en mesure d'égaliser la croissance prévue de la demande que si le taux de rendement attendu des nouveaux projets d'investissement est supérieur au coût d'opportunité du capital. En première approximation, le coût du capital correspond au taux d'intérêt moyen que les entreprises doivent payer pour obtenir du financement pour leurs projets d'investissement. L'entreprise dispose de trois sources de financement : les bénéfices non répartis, les dettes et les capitaux propres (Bresser-Pereira, 2020). Le coût du capital est la moyenne pondérée du coût de

chacun d'eux. Si les coûts sont trop élevés – par exemple, en raison d'une politique monétaire très stricte qui augmente le taux d'intérêt à court terme – les nouveaux projets d'investissement peuvent ne pas être rentables et les dépenses d'investissement ne s'ajusteront pas au niveau requis par la croissance attendue de la demande globale.

L'offre de main-d'œuvre ne peut pas non plus être considérée comme une limite à la croissance à long terme. D'une part, le nombre d'heures de travail peut être facilement augmenté pour ajuster le niveau de production. D'autre part, les taux d'activité – définis comme le rapport entre la population active et la population totale en âge de travailler – peuvent également augmenter en réponse à une forte augmentation de la demande de main-d'œuvre. (Oreiro et al., 2020)

En fait, pendant les périodes de boom, le coût d'opportunité des loisirs augmente, ce qui stimule une forte augmentation des taux de participation. Il s'ensuit que le taux de croissance de la main-d'œuvre s'accélère pendant les périodes de boom parce que certaines personnes peuvent décider d'entrer sur le marché du travail en réponse aux incitations créées par un marché du travail en plein essor.

De plus, il faut remarquer que la population et la main-d'œuvre ne sont pas une donnée du point de vue de l'économie. Une pénurie de main-d'œuvre – même de travailleurs qualifiés – peut être résolue par l'immigration en provenance d'autres régions. Par exemple, des pays comme l'Allemagne et la France ont réussi à maintenir des taux de croissance élevés au cours des années 1950 et 1960 en raison de l'immigration de travailleurs en provenance de pays de la périphérie de l'Europe (Espagne, Portugal, Grèce, Turquie et Italie). Un dernier élément à considérer est le progrès technologique. Le progrès technologique est-il une restriction à la croissance à long terme ? Si le taux de progrès technologique est exogène au système économique, alors la croissance sera limitée par le rythme auquel les connaissances technologiques augmentent. (Oreiro et al., 2020)

Cependant, ce n'est pas le cas. D'une part, étant donné qu'une grande partie des innovations technologiques est incorporée dans de nouvelles machines et de nouveaux équipements, le rythme auquel les entreprises introduisent des innovations est largement déterminé par le taux d'accumulation de capital. D'autre part, le progrès technique désincarné est déterminé par des processus d'apprentissage par la pratique associée à la présence d'économies d'échelle dynamiques. En conséquence, le taux de croissance de la productivité du travail réagit positivement au taux de croissance de la production et au stock de capital.

Par conséquent, des concepts tels que la production potentielle ou la production de plein emploi deviennent dénués de sens. Dans la mesure où les facteurs d'offre de production et le rythme du progrès technologique sont déterminés par la demande.

Les spécialistes de la croissance axée sur la demande soutiennent depuis longtemps que le déterminant ultime de la croissance économique est la demande autonome. Dans les économies ouvertes, il existe néanmoins deux composantes de la demande autonome : les exportations et les dépenses publiques (Park, 2000). Cela signifie que le taux de croissance de la production à long terme est une moyenne pondérée des deux. Les dépenses d'investissement ne sont pas une composante de la demande autonome puisqu'elles sont essentiellement déterminées par les attentes des entrepreneurs quant à la croissance future de la production et des ventes, selon le principe dit de l'accélération de la théorie de l'investissement (Harrod, 1972), pour un examen détaillé, voir (Zambelli, 2011).

Dans une petite économie ouverte qui n'a pas de monnaie convertible, les exportations deviennent la seule source exogène de demande. Si le taux de croissance des dépenses publiques est supérieur à ces dernières, la production augmentera plus rapidement que les exportations. Pour une élasticité des importations suffisamment élevée en termes de revenus, comme c'est généralement le cas dans les économies ouvertes, les importations augmenteront plus rapidement que les

exportations, générant un déficit commercial croissant. Un tel processus n'est pas viable à long terme.

Développementalisme classique et nouveau développementalisme

Développementalisme classique	Nouveau développementalisme
Modèle de croissance fondé sur la substitution des importations	Modèle exportateur
Rôle central de l'État dans le développement économique	Rôle stratégique de l'État en tant que promoteur du développement économique
État investisseur	État régulateur et directeur de la macroéconomie, mise en intérêt et taux de change
Industrie naissante	Industrialisation achevée et industrie consolidée
Politique industrielle centrale	Politique industrielle stratégique, soutenant les entreprises les plus compétentes sur les marchés étrangers
Croissance demande de l'épargne étrangère	Croissance demande de l'épargne intérieure
Accepte les déficits publics et en compte courant	Considère les déficits nocifs et ne les accepte pas
Contexte d'inflation structurelle	Les pays à revenu intermédiaire sans inflation structurelle
Tolérance pour l'inflation	Aucune tolérance pour l'inflation

3. Les cinq prix macroéconomiques :

La macroéconomie développementale du nouveau développementalisme part de la définition de cinq prix macroéconomiques (taux d'intérêt, taux de change, taux de profit, taux de salaire et taux d'inflation) et de deux grands comptes macroéconomiques : le compte budgétaire et le compte extérieur ou courant. Le nouveau développementalisme affirme que les marchés sont incapables de maintenir correctement les cinq prix macroéconomiques et le compte courant. L'histoire du capitalisme est l'histoire des crises économiques et financières qui sont la conséquence de prix macroéconomiques erronés, généralement d'un taux d'intérêt excessivement élevé, d'un taux de change surévalué et, par conséquent, d'un taux de profit insatisfaisant et d'un compte courant déséquilibré. Les banques centrales ont été créées pour maintenir le taux d'intérêt et le taux d'inflation. Ce n'est pas suffisant. Les pays en développement ont besoin d'institutions considérables qui permettent aux gouvernements de mettre en pratique des politiques pour chacun des cinq prix macroéconomiques, en particulier pour le taux de change (Bresser-Pereira, 2020).

Profit rate :

Le taux de profit net attendu pour l'industrie manufacturière est souvent non satisfaisant, c'est-à-dire que le taux de profit attendu moins le coût du capital ne motive pas les entreprises à investir, car un taux de change surévalué rend les entreprises non compétitives qui utilisent la meilleure technologie disponible dans le monde. Est surévalué et les rend non compétitifs.

Taux d'intérêt :

Il est souvent supérieur à la différence que le risque pays justifie. Le populisme économique (qu'il soit budgétaire, que l'État dépense de manière irresponsable, ou le populisme de change, le pays dépensant de manière irresponsable et encourageant des déficits courants) en est l'une des causes ; les autres sont le pouvoir politique ou les rentiers et les financiers, les deux politiques habituelles qui dépendent d'un taux d'intérêt élevé pour attirer les entrées de capitaux.

Taux de salaire:

Alors que l'offre illimitée de main-d'œuvre des Lewis se maintient, le taux de salaire dans les pays en développement a tendance à augmenter moins que le taux d'augmentation de la productivité du travail. Une fois, cependant, que le pays deviendra un pays à revenu intermédiaire, les salaires auront tendance à augmenter avec l'augmentation de la productivité.

Taux d'inflation :

À court terme, la demande excédentaire associée au populisme budgétaire ou à l'indiscipline budgétaire est une cause qui explique une inflation relativement faible. L'accélération de l'inflation est souvent due à la pratique consistant à utiliser le taux de change nominal et les prix des entreprises publiques pour le contrôler ; lorsque, finalement, ces prix sont corrigés, l'inflation s'accélère ; si, dans cette économie, elle est formelle ou indexée de manière informelle, l'inflation aura tendance à devenir inertielle et restera à son nouveau niveau supérieur.

Taux de change:

Il a tendance à être surévalué à long terme. Nous avons déjà expliqué pourquoi. Il ne suffit pas que les cinq prix macroéconomiques soient corrects pour que le pays maintienne l'équilibre de son compte budgétaire. Elle doit également maintenir l'équilibre de sa balance courante, rejeter deux « politiques habituelles » (la politique de croissance avec endettement extérieur et la politique d'ancrage du taux de change pour contrôler l'inflation), maintenir le taux d'intérêt relativement bas et neutraliser la maladie hollandaise.

4.Construire le nouveau modèle développementalisme :

Dans la discussion introductive, nous abordons l'idée de déterminants immédiats et fondamentaux du développement et de la fécondité. Nous avons soutenu que les choix politiques sont parmi les déterminants fondamentaux de la croissance économique. Par conséquent, le modèle est construit de manière à arriver à un système dans lequel les utilisations des facteurs et les taux d'investissement sont « dynamiques » tandis que le taux de change réel est la variable de contrôle de la politique. Cela nous permet de dialoguer avec les formalisations existantes de la croissance tirée par la demande tout en soulignant le rôle joué par les décideurs.

Le modèle est conçu pour une petite économie ouverte. À des fins d'exposition, nous le divisons en sept blocs d'équations : (i) les conditions de l'offre, (ii) la demande effective, (iii) le progrès technique, (iv) le changement structurel, (v) la fixation des prix, (vi) le conflit distributif et (vii) le taux de change réel.

1.1. Quelques conditions générales du côté de l'offre :

Supposons la technologie de production Leontief suivante :

$$pY = \min \left\{ \frac{upK}{\vartheta}, eNpy \right\} \quad (1)$$

Où la production, Y , résulte d'une combinaison de capital, K , et de travail, N . Le niveau d'utilisation des capacités, u , est donné par le rapport entre la production actuelle et la production à pleine capacité avec ϑ comme ratio capital-production optimal. D'autre part, la main-d'œuvre est pondérée par le taux d'activité, e , et la productivité du travail, y . Enfin, p est l'indice agrégé des prix.

Étant donné que le problème du choix de la technique dépasse le cadre de cet article, nous supposons comme hypothèse de simplification que θ ne change pas avec le temps. Un lecteur peut soutenir qu'un tel fait stylisé est inapproprié pour les pays en développement, en particulier dans la tradition structuraliste. Nous reconnaissons que les preuves empiriques à cet égard pourraient être controversées, ce qui indique une piste d'investigation intéressante. Bien que nous nous abstenions d'aller dans cette direction, les recherches futures sur cette question doivent être encouragées.

La condition d'efficacité de Leontief stipule que :

$$pY = \frac{upK}{\vartheta} = eNpy \quad (2)$$

En supposant que la population active croît à un rythme exogène, n , les variations de la demande pour chaque facteur de production s'ajustent au taux de croissance de la production :

$$\frac{\dot{e}}{e} = \frac{\dot{Y}}{Y} - \frac{\dot{y}}{y} - n \quad (3)$$

$$\frac{\dot{u}}{u} = \frac{\dot{Y}}{Y} - \frac{\dot{K}}{K} \quad (4)$$

Où un point au-dessus d'une variable indique des dérivées temporelles.

Un taux de participation constant, $\frac{\dot{e}}{e} = 0$, résulte d'une croissance de la production au même rythme que la somme entre la productivité du travail et l'offre de travailleurs, c'est-à-dire le taux de croissance dit naturel. En outre, une utilisation constante de la capacité, $\frac{\dot{u}}{u} = 0$, exige que l'accumulation de capital suive le taux de croissance de la production. Les entreprises ajustent les taux d'utilisation en fonction de la différence entre le taux de croissance de la demande et l'accumulation de capital. Si le premier est plus élevé que le second, il faut s'attendre à une augmentation de l'utilisation des capacités. Au contraire, si la demande augmente relativement moins, il faut s'attendre à ce que les entreprises fonctionnent avec un certain degré supplémentaire de capacité inactive.

Définir h comme la propension marginale à investir, étant égale à l'investissement, I , sur la production. En manipulant Eq. (2) en faisant $K = I$, nous avons que le taux de croissance du stock de capital répond aux conditions actuelles de la demande :

$$\frac{\dot{K}}{K} = \frac{hu}{\vartheta} \quad (5)$$

1.2. Demande effective et accumulation du capital :

La demande globale est répartie entre la consommation, C , investissement, les dépenses du gouvernement ; G , et commerce international :

$$pY = pC + pI + pG + pX - p^f M \quad (6)$$

Où X se présenter comme des exportations, M correspond aux importations, et p^f est l'indice agrégé des prix étrangers.

À l'exception des exportations, toutes les composantes restantes sont induites par le niveau d'activité économique, de sorte que :

$$\left. \begin{aligned} pC &= cpY \\ pI &= hpY \\ pG &= gpY \\ pM &= mpY \end{aligned} \right\} \quad (7)$$

Où $0 < c < 1$ est la propension à consommer, $0 < g < 1$ correspond à la taille du gouvernement, étant déterminée par la société à travers différents mécanismes institutionnels, et $0 < m < 1$ est la propension à importer. Enfin, rappelons que la propension à investir est donnée par $h = I/Y$.

Dans une petite économie ouverte, les exportations sont la seule composante véritablement exogène de la demande. Une telle déclaration, par exemple, s'inscrit dans une perspective kaldorienne sur la croissance tirée par la demande.

Par conséquent, en utilisant Eq (6) et (7), le niveau d'output peut être écrit comme suit :

$$Y = \sigma X \quad (8)$$

Où $\sigma = 1/[s + qm - h] > 0$ est le supermultiplicateur Harrod-Hicks des dépenses autonomes, $s = 1 - c$ est la propension marginale à épargner, et $q = P^f/P$ est le taux de change réel. Afin de maintenir notre représentation aussi simple que possible, nous reportons toute considération sur la répartition des revenus à la sous-section traitant de la fixation des prix.

En prenant les dérivées temporelles logarithmiques de Eq. (8), le taux de croissance de la production réelle est donné par :

$$\frac{\dot{Y}}{Y} = \frac{\dot{X}}{X} + \frac{\dot{h}}{s + qm - h} \quad (9)$$

Qui suit lorsque tous les éléments de σ autre que h sont constants. À long terme, la production réelle est déterminée par le taux de croissance des exportations. Cela signifie que le régime de croissance de la Nouvelle École brésilienne de développement est axé sur l'exportation.

Enfin, à la suite de (Freitas & Serrano, 2015), on suppose que les ajustements de la propension marginale à investir sont fluides et continus dans le temps, étant compatibles avec l'accélérateur d'investissement dit flexible. L'introduction de l'accélérateur flexible dans le domaine du super-multiplicateur a été faite pour la première fois par (Dejuán, 2013), aux fins de cet article, nous adoptons une spécification dynamique simple :

$$\frac{\dot{y}}{y} = \mu(u - u_n) \quad (10)$$

Où $u > 0$ est un paramètre qui rend compte de la réponse de la propension marginale à investir aux écarts d'utilisation de la capacité par rapport à son niveau normal, u_n .

1.3. Développement économique et fonction progrès technique :

Le développement économique est un processus par lequel l'accumulation du capital et l'incorporation systématique du progrès technique contribuent à l'augmentation persistante de la productivité du travail et du niveau de vie de la population (Bresser-Pereira, Kregel, & Burlamaqui, 2014). Une fois que le « point de Lewis » a été surmonté, l'augmentation de la productivité du travail permet une augmentation persistante des salaires réels (Lewis, 1954). À ce moment-là, l'offre illimitée de travail, caractéristique de la première phase du capitalisme, est épuisée (Kaldor, 1980). De nouvelles augmentations de la demande de main-d'œuvre entraînent une augmentation des salaires à peu près au même rythme que la productivité du travail. L'augmentation des salaires, à son tour, permet d'augmenter le niveau de vie de la population.

L'accumulation de capital et le progrès technique sont les sources fondamentales d'augmentation de la productivité du travail. En effet, le progrès technique permet, d'une part, une augmentation de l'efficacité de la production et, d'autre part, conduit au développement de produits et de services de plus en plus sophistiqués. Ils intègrent non seulement une quantité plus importante mais aussi plus diversifiée de connaissances techniques et scientifiques. Étant produits par des travailleurs hautement qualifiés dans des entreprises situées à proximité de la frontière technologique, ces produits ont également une valeur ajoutée élevée par unité de travail. Ainsi, le

progrès technique découle non seulement de l'avancement de « l'état de l'art », mais aussi d'un processus de changement structurel. (Botta, 2009); (Gabriel, Jayme Jr, & Oreiro, 2016).

L'accumulation de capital est un élément important dans le processus de diffusion des connaissances techniques et scientifiques. Comme le souligne (Hidalgo, 2015), le capital physique n'est rien de plus que des connaissances techniques et scientifiques incarnées dans les machines et les équipements. Ainsi, il est impossible de séparer l'augmentation de la productivité du travail qui résulte de l'avancée de « l'état de l'art » et la part résultant d'une plus grande « mécanisation » de la main-d'œuvre. La relation entre la productivité du travail et l'accumulation du capital a été mise au point par (Kaldor, 1957) en tant que fonction de progrès technique. Nous proposons la version modifiée suivante :

$$\frac{\dot{y}}{y} = \alpha_0 + \alpha_1 \gamma \left(\frac{\dot{K}}{K} - \frac{\dot{L}}{L} \right) + \alpha_2 e \quad (11)$$

Où α_0 est une constante arbitraire, $\alpha_1 > 0$ saisit la capacité de l'économie à transformer le capital des connaissances techniques et scientifiques incarnées en gains de productivité, et $\alpha_2 > 0$ constitue l'effet du marché du travail sur la productivité.

L'expression ci-dessus établit une correspondance positive entre l'accumulation de capital ouvrier et la productivité du travail par rapport à la part de l'industrie manufacturière dans la production réelle. Cela est dû au fait que l'industrie manufacturière est le lieu de retournements d'échelle croissants (Kaldor, 1967); et plus récemment (Szirmai, 2012); (Szirmai & Verspagen, 2015). Ainsi, un γ est supposé permettre une croissance plus rapide de la productivité pour un taux donné d'augmentation du capital par travailleur. Des preuves empiriques suggèrent $0 < \alpha_1 \gamma < 1$ (Magacho & McCombie, 2018); (McCombie & de Ridder, 1984); (Romero & Britto, 2017).

D'autre part, l'existence d'un effet sur le marché du travail a une double motivation. Premièrement, étant donné que, dans une large mesure, le progrès technique est incarné par le capital, le travail doit être utilisé pour que les gains de productivité soient effectivement incorporés. L'accumulation de capital est de peu de bien, par exemple, dans des conditions de chômage élevées. En outre, les taux d'activité élevés reflètent les faibles taux de chômage, ce qui améliore la position de repli des travailleurs et, par conséquent, leur pouvoir de négociation. Étant donné que cela pourrait potentiellement entraîner des augmentations des salaires réels supérieures aux gains de productivité (Dávila-Fernández, 2020); (Tavani & Zamparelli, 2017), les entreprises répondent en augmentant leur recherche de techniques de production permettant d'économiser de la main-d'œuvre. En conséquence, il faut s'attendre à une augmentation du taux de croissance de la productivité du travail.

Bien que les nouveaux développementalisme s aient discuté des implications du changement technique neutre et non neutre de Harrod dans leur récit principal, il ne semble pas y avoir de formulation préférée (Bresser-Pereira, Oreiro, et al., 2014). Les preuves empiriques à cet égard pourraient être controversées, indiquant une piste de recherche intéressante. Néanmoins, pour garder notre représentation aussi simple que possible, nous supposons que la productivité du travail et le capital par travailleur augmentent approximativement au même rythme,

$$\frac{\dot{y}}{y} = \frac{\alpha_0 + \alpha_2 e}{1 - \alpha_1 \gamma} \quad (12)$$

Où $\partial \frac{\dot{y}}{y} / \partial \gamma > 0$ de sorte que l'augmentation de la part de l'industrie manufacturière dans la production réelle entraînera une augmentation du taux de croissance à long terme de la productivité du travail. Il s'agit d'une représentation formelle de l'une des propositions les plus importantes du Nouveau développementalisme. La structure productive est importante pour la croissance à long terme.

1.4. Changements structurels, lacunes technologiques et taux de change :

Comme souligné dans les sections précédentes, la part de l'industrie manufacturière dans la production réelle est un élément clé de la croissance de la productivité, faisant de l'industrialisation le moteur de la croissance à long terme. Il s'agit d'un élément clé de la littérature kaldorienne et structuraliste, qui souligne le rôle fondamental de l'industrie en tant que source d'économies d'échelle dynamiques et de rendements croissants (voir, pour instance, (Kaldor, 1957) et plus récemment (McMillan & Rodrik, 2011).

La part de l'industrie manufacturière au fil du temps est influencée par les prix ainsi que par des facteurs de compétitivité autres que les prix. En ce qui concerne la compétitivité des prix, un taux de change surévalué, c'est-à-dire un taux de change réel inférieur à une certaine valeur d'équilibre à long terme, peut entraîner une réduction progressive de la part de l'industrie manufacturière dans le PIB. En effet, en augmentant artificiellement les coûts intérieurs, il y a un transfert accru des activités productives vers d'autres pays. La valeur du taux de change réel qui permet aux entreprises opérant avec la technologie de pointe d'être compétitives sur les marchés nationaux et internationaux a été définie comme le taux de change d'équilibre industriel (Bresser-Pereira, Oreiro, et al., 2014).

Un taux de change surévalué est associé à un processus négatif de changement structurel. Dans le contexte des économies en développement, nous pouvons l'appeler désindustrialisation prématurée (pour une discussion de ce concept, voir (Palma, 2014); (Rodrik, 2016) . D'autre part, un taux de change sous-évalué, c'est-à-dire supérieur à son niveau d'équilibre industriel, aurait l'effet inverse, induisant le transfert des activités productives vers l'économie nationale. Cela devrait augmenter, par conséquent, la part de l'industrie manufacturière dans la production.

Le problème est que les entreprises de pays comme le Brésil ou l'Argentine opèrent généralement derrière la frontière technologique. C'est pourquoi nous redéfinissons le taux de change de l'équilibre industriel comme celui qui, pour un niveau donné d'écart technologique, rend la part de l'industrie manufacturière constante dans le temps. En outre, il convient de noter que l'existence d'un tel écart technologique affecte négativement la compétitivité non tarifaire des entreprises manufacturières. Les produits manufacturés produits dans ces pays sont souvent de qualité inférieure et/ou d'intensité technologique plus faible (Verspagen, 1992).

À partir de la discussion ci-dessus, nous formalisons la dynamique de la part de l'industrie manufacturière dans la production réelle comme suit :

$$\frac{\dot{\gamma}}{\gamma} = \beta_0 + \beta_1 q - \beta_2 \text{Gap} \quad (13)$$

Où *Gap* est le fossé technologique, β_0 est un paramètre qui rend compte de l'effet d'une « désindustrialisation mature » à mesure que le revenu par habitant augmente et que la demande de biens manufacturés se stabilise (Rowthorn and Ramaswamy, 1999), $\beta_1 > 0$ représente des politiques discrétionnaires qui traitent directement du développement industriel par le biais du taux de change, et $\beta_2 > 0$ correspond à la sensibilité de la structure productive à l'écart. Paramètre β_1 saisit implicitement les effets des droits de douane sur le secteur manufacturier. Un niveau élevé de droits de douane réduit la réponse des γ vers q parce qu'elle implique une substituabilité moindre entre les produits nationaux et étrangers.

A partir de Eq. (13), le taux de change qui garantit une part constante de la production manufacturière, q^I est défini et donné par :

$$q^I = \frac{\beta_2 \text{Gap} - \beta_0}{\beta_1} \quad (14)$$

Le niveau d'équilibre industriel du taux de change réel est une fonction croissante de l'écart technologique. Bien qu'une discussion plus approfondie de la dynamique de l'écart lui-même

dépasse le cadre du document, il est important de noter que plus la distance d'un pays en développement à la frontière technologique est élevée, plus le taux de change réel requis pour se maintenir dans le temps est élevé. Finalement, q^I est également une fonction négative des tarifs au niveau commercial, saisis par le coefficient β_1 .

En manipulant Eq. (13) en utilisant Eq. (14), nous pouvons facilement montrer que la dynamique de la part manufacturière peut être réécrite en termes d'écart du taux de change réel par rapport au niveau d'équilibre industriel :

$$\frac{\dot{\gamma}}{\gamma} = \beta_1(q - q^I) \quad (15)$$

Devenant ainsi évident qu'une surévaluation du taux de change entraînera une diminution cumulative de la part de l'industrie manufacturière dans la production réelle.

Les arguments de l'hypothèse du moteur de croissance sont une combinaison d'observations théoriques et empiriques. Nous concluons ce bloc d'équations en permettant au taux de croissance des exportations de répondre à γ d'une manière linéaire simple :

$$\frac{\dot{X}}{X} = x_0 + x_1\gamma \quad (16)$$

Où $x_0 > 0$ capture toutes les variables susceptibles d'influencer les exportations, mais qui ne sont pas prises en compte dans notre modèle, et $x_1 > 0$ correspond à la sensibilité à la part manufacturière. Cette relation est conforme à une vaste littérature empirique suggérant que l'industrialisation est un moteur clé d'une croissance soutenue, en particulier dans les pays en développement (Marconi, de Borja Reis, & de Araújo, 2016); (Rodrik, 2013); (Szirmai & Verspagen, 2015).

1.5. Fixation des prix, répartition des revenus et taux de change réel :

Dans notre économie, la production est répartie entre la masse salariale et les profits :

$$pY = wL + rPK \quad (17)$$

Où w se présente comme le salaire nominal et r est le taux de profit. La part des salaires dans le revenu peut s'écrire comme suit :

$$\varpi = \frac{W/P}{y} \quad (18)$$

Comme mentionné dans les sections précédentes, nous envisageons une petite économie ouverte qui produit une production homogène, qui est un substitut imparfait aux biens produits à l'étranger. Les entreprises sur les marchés intérieurs sont censées fixer les prix avec une majoration sur les coûts de main-d'œuvre. La règle de fixation des prix est donnée par :

$$p = (1 + z)w/y \quad (19)$$

Où z est le taux de majoration. De cette façon, la répartition des revenus est déterminée au niveau microéconomique (Lavoie, 2014).

Étant donné que le bien final produit par les entreprises nationales est un substitut imparfait aux biens finaux produits à l'étranger, le commerce n'impose pas la loi du prix unique sur les marchés internationaux. Cela signifie que la parité de pouvoir d'achat ne s'applique pas. Toutefois, le pouvoir de marché des entreprises nationales est affecté par le prix des biens importés. Plus précisément, la capacité des entreprises nationales à fixer un prix supérieur aux coûts de production unitaires directs dépend du taux de change réel. Dans ce contexte, une dépréciation de la monnaie permet aux entreprises nationales d'augmenter la marge en fonction de la diminution de la compétitivité des produits finaux importés de l'étranger (Bresser-Pereira, Oreiro, et al., 2014).

Par conséquent, nous pouvons exprimer le taux de majoration en fonction du taux de change réel :

$$z = \xi_0 + \xi_1 q \quad (20)$$

Où $\xi_0 > 0$ se présente comme la partie de la majoration qui est indépendante de q , pendant que $\xi_1 > 0$ correspond à la réponse marginale de z aux variations du taux de change. De Eq. (18) à (20), il s'ensuit que :

$$\varpi = \frac{1}{1+z} = \frac{1}{1+\xi_0 + \xi_1 q} \quad (21)$$

Avec $\partial\varpi/\partial q < 0$

Laisser $z^I = \xi_0 + \xi_1 q^I$ et $\varpi^I = 1/(1 + \xi_0 + \xi_1 q^I)$ soit la majoration et la part des salaires résultant d'un taux de change réel égal à son niveau d'équilibre industriel, respectivement. En soustrayant la dernière expression des deux côtés de Eq. (21), on peut représenter des écarts de distribution fonctionnelle du revenu en termes d'écarts dans le taux de change réel :

$$\varpi - \varpi^I = \frac{\xi_1}{(1+z)(1+z^I)} (q^I - q) \quad (22)$$

Un effet secondaire d'une surévaluation du taux de change réel est que la part des salaires sera plus élevée par rapport au niveau qui prévaudrait s'il n'y avait pas de désalignement du taux de change.

1.6. Conflits de distribution, indexation des salaires et inflation :

Il est bien connu que les taux d'inflation dans la plupart des pays en développement sont plus élevés que dans les pays développés. Le nouveau développementalisme illustre ce fait stylisé en différenciant entre : (i) les facteurs qui accélèrent l'inflation, (ii) les facteurs qui soutiennent l'inflation et (iii) les facteurs qui sanctionnent l'inflation. La première composante correspond à la lutte entre les entreprises et les travailleurs pour augmenter ou récupérer leurs parts de revenus. La seconde fait référence au conflit qui implique les mêmes agents dans la préservation de leurs parts de revenus. Cela se produit par le biais de mécanismes d'indexation qui sont utilisés pour ajuster les prix et les salaires en fonction de l'inflation passée. Enfin, il y a une augmentation endogène de la masse monétaire par laquelle l'économie maintient sa liquidité réelle, empêchant l'inflation élevée actuelle de réduire la quantité réelle de monnaie nécessaire aux transactions économiques.

Dans cette représentation, nous nous concentrerons sur la dimension distributive du conflit du problème. En prenant les dérivés logarithmiques de Eq. (19), nous avons que, pour une marge constante, le taux de variation des prix intérieurs, π , est égal au taux de variation des salaires nominaux moins le taux de croissance de la productivité du travail :

$$\pi = \frac{\dot{W}}{W} - \frac{\dot{y}}{y} \quad (23)$$

Les salaires monétaires changent en fonction de la moyenne pondérée de l'inflation attendue, du conflit de répartition et du taux d'activité. Nous supposons que le conflit distributif est mesuré par la différence entre la part salariale actuelle et la part salariale cible, $\bar{\omega}$. Parce que la part des salaires est par définition égale au rapport entre les salaires réels et la productivité du travail, $\bar{\omega}$ peut être comprise comme la proportion entre ces deux variables considérées par les travailleurs comme « équitables ». Pour $\bar{\omega} > \omega$, les travailleurs estiment qu'ils ne sont pas payés « équitablement » et demandent des augmentations de salaire. D'autre part, lorsque $\bar{\omega} < \omega$, ils sont prêts à accepter une réduction du taux de croissance du salaire nominal. C'est :

$$\frac{\dot{W}}{W} = \varepsilon_1 \pi^e + \varepsilon_2 (\bar{\omega} - \omega) + (1 - \varepsilon_1 - \varepsilon_2) e \quad (24)$$

Où π^e est l'inflation attendue tandis que les paramètres ε_1 et ε_2 sont tels que $\varepsilon_1 + \varepsilon_2 < 1$.

Substitution des Eqs. (12), (21) et (24) en Eq. (23), nous obtenons des variations de prix en termes de taux de change réel et de part des activités manufacturières dans la production :

$$\pi = \varepsilon_1 \pi^e + \varepsilon_2 \left(\bar{\omega} - \frac{1}{1 + \xi_0 + \xi_1 q} \right) + (1 - \varepsilon_1 - \varepsilon_2) e - \left(\frac{\alpha_0 + \alpha_2 e}{1 - \alpha_1 \gamma} \right) \quad (25)$$

Supposons que la Banque centrale ait une cible d'inflation, $\bar{\pi}$, et est suffisamment crédible pour freiner les anticipations inflationnistes de telle sorte que $\pi^e = \bar{\pi}$. Réarrangement Eq. (25), le niveau du taux de change réel compatible avec un tel taux d'inflation est donné par :

$$\bar{q} = \frac{1}{\bar{\omega} - \frac{1}{\varepsilon_2} \left[(1 - \varepsilon_1) \bar{\pi} - (1 - \varepsilon_1 - \varepsilon_2) e + \left(\frac{\alpha_0 + \alpha_2 e}{1 - \alpha_1 \gamma} \right) \right]} - 1 \quad (26)$$

Augmentation de $\bar{\pi}$ sont donc associés à un taux de change plus amorti, c'est-à-dire $\partial \bar{q} = \partial \bar{\pi} > 0$. Cela signifie que toute tentative de réduire l'inflation *ceteris paribus* implique une appréciation de la monnaie. Comme nous le montrerons dans ce qui suit, Eq. (26) établit un lien important entre une politique de ciblage de l'inflation et une stratégie de croissance fondée sur l'épargne extérieure.

1.7. (Dés)équilibre de la balance des paiements et taux de change :

L'une des propositions les plus importantes de la Nouvelle École du Développement est l'idée que le principal obstacle au développement réussi d'une économie à revenu intermédiaire réside dans une tendance du taux de change réel à être surévalué. Ceci est le résultat de deux sources principales : (i) la maladie néerlandaise et (ii) l'adoption d'une stratégie de croissance de l'épargne extérieure.

La maladie dite hollandaise est causée par l'exploitation de ressources naturelles abondantes. Étant donné que les coûts de production dans ces activités sont beaucoup plus bas que dans la fabrication, le taux de change réel compatible avec les « bénéfices normaux » est inférieur au niveau d'équilibre industriel (Bresser-Pereira, Oreiro, et al., 2014). Essentiellement, cela correspond à une défaillance du marché qui génère des externalités négatives dans les secteurs échangeables non marchands de matières premières, réduisant leur compétitivité-prix. Dans les pays qui ont déjà développé un secteur manufacturier fort, le résultat est la désindustrialisation. Pourtant, si l'exploitation des ressources naturelles vient avant l'industrialisation, elle empêche le développement des manufactures en premier lieu. Non, cependant, que la surévaluation causée par la maladie néerlandaise n'est pas en soi incompatible avec l'équilibre du compte courant de la balance des paiements.

L'autre source d'une surévaluation du taux de change résulte d'un problème d'économie politique. De nombreux pays en développement, principalement en Amérique latine, ont adopté dans les années 1990 les propositions du Consensus de Washington (Bresser-Pereira, 2020). Avec l'appui du Fonds monétaire international, il s'est inscrit dans le consensus sur l'idée que l'épargne extérieure est un complément, plutôt qu'un substitut, à l'épargne intérieure et devrait donc être attirée par les pays en développement afin d'accroître leur taux d'investissement et leur croissance à long terme. Le problème avec cette idée est que l'épargne extérieure n'est qu'un « beau nom » pour le déficit de la balance courante (Ocampo, Rada, & Taylor, 2009).

Pour disposer d'une épargne extérieure positive, il est nécessaire de produire une appréciation réelle du taux de change suffisante pour enregistrer un déficit courant. Les pays en développement étaient tenus non seulement d'ouvrir leurs comptes de capital, mais aussi de fixer le taux d'intérêt intérieur à un niveau supérieur au taux international ajusté en fonction de la prime de risque pays. Il en a résulté une surévaluation réelle du taux de change qui a dépassé celle causée par

la maladie hollandaise. Le reste de cette section présente quelques manipulations algébriques visant à clarifier le mécanisme sous-jacent de notre argumentation.

Définir d comme le rapport entre le déficit de la balance courante et la production réelle.

Nous supposons qu'un tel ratio répond au taux de change réel :

$$d = \phi_0 - \phi_1 q \quad (27)$$

Où $\phi_0 > 0$ saisit toutes les variables qui déterminent le déficit du compte courant en plus du taux de change, et $\phi_1 > 0$ se présente comme la réponse de d aux changements dans q . L'intuition derrière cette relation suit de près la condition dite de Marshall-Lerner. Un taux de change plus déprécié permet une augmentation des exportations nettes réduisant le déficit de la balance courante. Le taux de change compatible avec un déficit courant nul, $d = 0$, est défini comme q^{CAB} :

$$q^{CAB} = \frac{\phi_0}{\phi_1} \quad (28)$$

Le niveau du taux de change d'équilibre de la balance courante dépend inversement de la réponse du déficit à q . Plus ce niveau est élevé, plus il sera bas q^{CAB} .

Une maladie hollandaise survient lorsque $q^I > q^{CAB}$. De Eqs. (14) et (28), nous pouvons déterminer le niveau seuil de l'écart technologique, GAP^T , au-dessus duquel une économie pourrait tomber dans une telle situation :

$$GAP^T = \frac{\beta_1}{\beta_2} \left(\frac{\phi_0}{\phi_1} + \frac{\beta_0}{\beta_1} \right) = \frac{\beta_1}{\beta_2} \left(q^{CAB} + \frac{\beta_0}{\beta_1} \right) \quad (29)$$

Notez que plus la sensibilité des activités manufacturières à l'écart, β_2 , est élevée, plus il sera facile d'avoir une maladie hollandaise. De plus, ce processus interagit avec les déterminants de q^{CAB} . Une forte réponse du déficit de la balance courante au taux de change, ϕ_1 , a un effet similaire, soulignant le lien entre la balance des paiements et la structure productive.

Une économie adoptant une stratégie de croissance de l'épargne extérieure suit un objectif pour le ratio compte courant/production, $\bar{d} > 0$. Il est possible de montrer que la poursuite d'une cible d'inflation équivaut à adopter implicitement \bar{d} . En effet, nous savons de, à partir d'Eq. (26), que $\bar{\pi}$ implique \bar{q} . En conséquence, en utilisant Eq. (27), nous avons que non seulement \bar{d} est déterminé, mais que le taux de change compatible avec une telle politique peut être réécrit comme suit :

$$\bar{q} = q^{CAB} - \frac{\bar{d}}{\phi_1} \quad (30)$$

Aux fins du présent document, nous l'appellerons le taux de change réel cible de l'épargne extérieure. Toute tentative de croissance avec l'épargne extérieure produira une surévaluation par rapport au niveau d'équilibre du compte courant, $\frac{\bar{d}}{\phi_1}$. En fait, toute tentative de réduire davantage l'inflation a des implications similaires. Cela ne signifie pas que l'autorité monétaire a effectivement un objectif explicite pour q . Néanmoins, l'adoption d'un régime de ciblage de l'inflation implique l'existence d'un \bar{q} et, par conséquent, d'un \bar{d} . La réduction de la monnaie entraînera une appréciation de la monnaie, ce qui augmentera le déficit de la balance courante.

D'autre part, soit l'excédent du compte de capital en tant que ratio à la production. Nous supposons qu'il peut être représenté par la relation suivante :

$$ca = \psi(i - i^f - \rho) \quad (31)$$

Où i est le niveau du taux d'intérêt intérieur, i^f est le taux d'intérêt international, ρ est la prime de risque pays, et $\psi > 0$ est la sensibilité des flux de capitaux aux différentiels de taux

d'intérêt, qui dépendent principalement du niveau de contrôle des capitaux. Dans le contexte d'une mobilité imparfaite des capitaux, les entrées de capitaux dépendent de la différence entre les taux d'intérêt. Plus la différence est grande, plus le montant des entrées de capitaux est élevé.

Rappelons que la contrepartie d'un déficit du compte courant est un excédent du compte de capital. En utilisant Eq. (31), le taux d'intérêt compatible avec l'objectif du compte courant, $ca = \bar{d}$, est donné par :

$$i = i^f + \rho + \frac{\bar{d}}{\psi} \quad (32)$$

Tant que $\bar{d} > 0$, le taux de change réel qui égalise le compte de capital et l'objectif du compte courant exige que le taux d'intérêt national soit supérieur au taux d'intérêt international ajusté pour tenir compte d'une prime de risque pays. Cela signifie que la contrepartie nécessaire de la croissance avec l'épargne extérieure est un niveau élevé de taux d'intérêt dans les économies en développement.

Pour montrer qu'une surévaluation du taux de change réel est le résultat conjoint d'une maladie hollandaise et d'une stratégie de croissance de l'épargne externe, faisons quelques manipulations algébriques dans Eq. (30). Soustraire q^I des deux côtés et rappeler que $q^{CAB} - \bar{q} = \frac{\bar{d}}{\phi_2}$ nous avons :

$$\bar{q} - q^I = (q^{CAB} - q^I) - (q^{CAB} - \bar{q}) \quad (33)$$

$(q^{CAB} - q^I)$: Maladie hollandaise.
 $(q^{CAB} - \bar{q})$: Stratégie d'épargne externe.

5. Conclusion :

Cet article a présenté un modèle très simple de croissance et de changement structurel du Nouveau développementalisme. Nous avons montré comment cette école de pensée peut être comprise comme une synthèse entre le développement classique et les théories de la croissance tirée par la demande, ainsi qu'une explication du piège du revenu intermédiaire. Le diagnostic principal est que des pays à **revenu intermédiaire** souffrent d'une surévaluation chronique du taux de change réel qui provient de la combinaison des effets de la maladie néerlandaise et d'une stratégie de croissance de l'épargne extérieure. En termes d'implications politiques, il est recommandé d'adopter un régime de croissance tiré par les exportations dans lequel la promotion du secteur manufacturier induit l'adoption de techniques de production modernes et un changement structurel vertueux.

En tant que synthèse entre le développement classique et les théories de la croissance tirée par la demande, nous avons montré que les exportations sont le moteur de la croissance à long terme. Si le taux de change est au niveau de l'équilibre industriel, tant le taux d'investissement que le taux de participation s'ajusteront au taux de croissance des exportations. Le processus de changement structurel qui en résulte est capable d'éliminer la capacité et la contrainte de la balance des paiements à la croissance économique.

En ce qui concerne le piège du revenu intermédiaire, le modèle indique qu'un tel cas pourrait être le résultat de l'adoption d'une stratégie de croissance de l'épargne externe combinée à une maladie néerlandaise. Pour un déficit technologique donné, les conséquences immédiates sont une désindustrialisation prématurée, un ralentissement de la productivité et de la production du travail, une réduction de l'investissement et des parts de participation possibles. Ces résultats négatifs peuvent toutefois être minimisés par les acteurs politiques en raison des effets positifs d'une surévaluation du taux de change réel sur l'inflation et la répartition des revenus. Tant les travailleurs que les niveaux supérieurs bénéficient d'une monnaie appréciée, du moins à court et à

moyen terme. À long terme, cependant, les travailleurs seront lésés par la désindustrialisation, car les emplois bien rémunérés sont dans l'industrie manufacturière.

Le problème de l'économie politique pour sortir d'un tel piège nécessite un plan cohérent de dévaluation du taux de change. La question fondamentale est de convaincre les travailleurs et les acteurs politiques que les gains à long terme compensent les pertes à court terme. Cela pourrait être une tâche impossible.

6. Références :

- Agarwala, A. N., & Singh, S. P. (1958). *Economics of underdevelopment: a series of articles and papers*: Oxford University Press, London.
- Blecker, R. A., & Setterfield, M. (2019). *Heterodox macroeconomics: Models of demand, distribution and growth*: Edward Elgar Publishing.
- Botta, A. (2009). A structuralist North–South model on structural change, economic growth and catching-up. *Structural Change and Economic Dynamics*, 20(1), 61-73.
- Bresser-Pereira, L. C. (2019). From classical developmentalism and post-Keynesian macroeconomics to new developmentalism. *Brazilian Journal of Political Economy*, 39, 187-210.
- Bresser-Pereira, L. C. (2020). A New Theoretical Framework: New Developmentalism. *Challenge*, 63(3), 114-132.
- Bresser-Pereira, L. C., Araújo, E. C., & Peres, S. C. (2020). An alternative to the middle-income trap. *Structural Change and Economic Dynamics*, 52, 294-312.
- Bresser-Pereira, L. C., Kregel, J., & Burlamaqui, L. (2014). Financial Stability and Growth. *Perspectives on financial regulation and new developmentalism*.
- Bresser-Pereira, L. C., Oreiro, J. L., & Marconi, N. (2014). *Developmental Macroeconomics: new developmentalism as a growth strategy*: Routledge.
- Davidson, P. (1968). Money, portfolio balance, capital accumulation, and economic growth. *Econometrica: Journal of the Econometric Society*, 291-321.
- Dávila-Fernández, M. J. (2020). Alternative approaches to technological change in a small open economy. *Journal of Evolutionary Economics*, 30(2), 279-317.
- Dejuán, Ó. (2013). Normal paths of growth shaped by the supermultiplier *Sraffa and the Reconstruction of Economic Theory: Volume Two* (pp. 139-157): Springer.
- Freitas, F., & Serrano, F. (2015). Growth rate and level effects, the stability of the adjustment of capacity to demand and the Sraffian supermultiplier. *Review of Political Economy*, 27(3), 258-281.
- Gabriel, L. F., Jayme Jr, F. G., & Oreiro, J. L. (2016). A North-South model of economic growth, technological gap, structural change and real exchange rate. *Structural Change and Economic Dynamics*, 38, 83-94.
- Glawe, L., & Wagner, H. (2016). The middle-income trap: Definitions, theories and countries concerned—A literature survey. *Comparative Economic Studies*, 58(4), 507-538.
- Harrod, R. (1972). An essay in dynamic theory *Economic Essays* (pp. 254-277): Springer.
- Hidalgo, C. (2015). *Why information grows: The evolution of order, from atoms to economies*: Basic Books.
- Kaldor, N. (1955). Alternative theories of distribution. *The review of economic studies*, 23(2), 83-100.
- Kaldor, N. (1957). A model of economic growth. *The Economic Journal*, 67(268), 591-624.
- Kaldor, N. (1967). Strategic factors in economic development.
- Kaldor, N. (1980). *Essays on economic stability and growth* (Vol. 2): New York: Holmes & Meier Publishers.
- KALDOR, N. (1988). The role of effective demand in the short and long-run growth. *The Foundations of Keynesian Analysis*. Macmillan Press: London.
- Lavoie, M. (2014). *Post-Keynesian economics: new foundations*: Edward Elgar Publishing.
- Lewis, W. A. (1954). Economic development with unlimited supplies of labour.
- Maddison, A. (1988). Ultimate and proximate growth causality: A critique of Mancur Olson on the rise and decline of nations¹. *Scandinavian Economic History Review*, 36(2), 25-29.

- Magacho, G. R., & McCombie, J. S. (2018). A sectoral explanation of per capita income convergence and divergence: estimating Verdoorn's law for countries at different stages of development. *Cambridge Journal of Economics*, 42(4), 917-934.
- Marconi, N., de Borja Reis, C. F., & de Araújo, E. C. (2016). Manufacturing and economic development: The actuality of Kaldor's first and second laws. *Structural Change and Economic Dynamics*, 37, 75-89.
- McCombie, J. S., & de Ridder, J. R. (1984). "The Verdoorn Law Controversy": Some New Empirical Evidence Using US State Data. *Oxford Economic Papers*, 36(2), 268-284.
- McMillan, M. S., & Rodrik, D. (2011). *Globalization, structural change and productivity growth*. Retrieved from
- Ocampo, J. A., Rada, C., & Taylor, L. (2009). Growth and policy in developing countries *Growth and Policy in Developing Countries*: Columbia University Press.
- Oreiro, J. L., da Silva, K. M., & Dávila-Fernández, M. J. (2020). A New Developmentalist model of structural change, economic growth and middle-income traps. *Structural Change and Economic Dynamics*, 55, 26-38.
- Palma, J. G. (2014). De-industrialisation, 'premature' de-industrialisation and the dutch-disease. *Revista NECAT-Revista do Núcleo de Estudos de Economia Catarinense*, 3(5), 7-23.
- Park, M.-S. (2000). Autonomous demand and the warranted rate of growth. *Contributions to Political Economy*, 19(1), 1-18.
- Prebisch, R. (1959). Commercial policy in the underdeveloped countries. *the American economic review*, 49(2), 251-273.
- Rodrik, D. (2013). Unconditional convergence in manufacturing. *The quarterly journal of economics*, 128(1), 165-204.
- Rodrik, D. (2016). Premature deindustrialization. *Journal of economic growth*, 21(1), 1-33.
- Romero, J. P., & Britto, G. (2017). Increasing returns to scale, technological catch-up and research intensity: endogenising the Verdoorn coefficient. *Cambridge Journal of Economics*, 41(2), 391-412.
- Ros, J. (2013). *Rethinking economic development, growth, and institutions*: Oxford University Press.
- Rostow, W. (1956). The Take-Off Into Self-Sustained Growth. *The Economic Journal*, 66(261), 25-48.
- Setterfield, M. (1996). *Rapid growth and relative decline: modelling macroeconomic dynamics with hysteresis*: Springer.
- Szirmai, A. (2012). Industrialisation as an engine of growth in developing countries, 1950–2005. *Structural Change and Economic Dynamics*, 23(4), 406-420.
- Szirmai, A., & Verspagen, B. (2015). Manufacturing and economic growth in developing countries, 1950–2005. *Structural Change and Economic Dynamics*, 34, 46-59.
- Tavani, D., & Zamparelli, L. (2017). Endogenous technical change in alternative theories of growth and distribution. *Journal of Economic Surveys*, 31(5), 1272-1303.
- Thirlwall, A. P. (2003). *The nature of economic growth: an alternative framework for understanding the performance of nations*: Edward Elgar Publishing.
- Verspagen, B. (1992). Uneven growth between interdependent economies: an evolutionary view on technology gaps, trade and growth.
- Zambelli, S. (2011). Flexible accelerator economic systems as coupled oscillators. *Journal of Economic Surveys*, 25(3), 608-633.